



# Journée d'action du

## 23 mars 2010

Au nom de la crise, il faudrait que les salariés payent l'addition. Le chômage a augmenté de plus de 18% depuis un an et les perspectives 2010 sont extrêmement inquiétantes puisque 200 à 300 000 emplois seraient supprimés. Pour notre secteur, le Bâtiment annonce déjà la perte de 25 000 emplois après une chute de 50 000 en 2009. Les Travaux Publics, le chômage partiel et le secteur du Bois et de l'Ameublement ne seront pas épargnés. Ils pensent que cela fera baisser la tête aux salariés

**Pendant ce temps là des milliards sont accordés aux banques et aux entreprises.**

Les résultats des branches n'ont rien à envier aux groupes, **plus de 8 milliards de résultat net** pour l'ensemble des entreprises du BTP, dont **près de 6 milliards** dans les entreprises de moins de 10 salariés.

Dans les groupes, **ce sont plusieurs milliards de résultat qui vont être annoncés**. La part des dividendes versée aux actionnaires n'a pas chuté, par contre **les augmentations de salaires proposées dans les NAO sont de 0 à 1%**.

**L'ennemi de l'emploi, ce ne sont pas les salaires, ce sont les profits.**

L'emploi, les augmentations de salaires, c'est la meilleure façon de financer nos retraites. Le gouvernement et le patronat veulent nous imposer un recul de l'âge légal de départ en retraite ainsi qu'une augmentation de la durée de cotisations ce qui aurait pour principale conséquence une baisse du niveau des pensions. La CGT revendique une réforme du financement qui passe par l'élargissement et une modulation des cotisations, une remise à plat des exonérations, des conditions strictes d'attribution, ainsi qu'une augmentation si nécessaire des cotisations.

Les pouvoirs publics doivent mettre en place un dispositif de départ anticipé en retraite lié à la pénibilité.

La proposition du Président de la République d'avoir une concertation ad hoc parallèle au rendez vous retraite 2010 ne saurait nous satisfaire. Nous voulons de véritables garanties sur le calendrier, sur l'accès au dispositif de reconnaissance de la pénibilité et sur son financement.

**Ce n'est pas tolérable, les vieux se crèvent au travail, les jeunes sont au chômage.**

Les propositions avancées par le gouvernement ne sont pas nouvelles, il reprend les propositions que le MEDEF a faites dans la négociation sur les retraites complémentaires en 2009. Nous ne pouvons pas accepter que le gouvernement soit le relais du patronat et que les propositions des organisations syndicales des salariés soient reléguées au second plan.

**Nous devons faire reculer les prétentions du MEDEF et du gouvernement.  
Face à ces attaques en règles et aux nouveaux reculs qu'ils veulent nous imposer,  
une seule solution, l'ACTION.**

## Pour gagner sur nos revendications :

**manifestons tous  
le 23 mars 2010**

**FNSCBA**

Fédération Nationale des Salariés de la Construction - Bois - Ameublement

Case 413 - 263, rue de Paris - 93514 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 48 18 81 60 - Fax : 01 48 59 10 37 - CCP 4115-22 M Paris

Boîte aux lettres (e-mail) : [construction@cgt.fr](mailto:construction@cgt.fr) - Site internet : [www.construction.cgt.fr](http://www.construction.cgt.fr)